



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

**Déclarations de Bruno Le Maire et Thierry Breton,**  
**commissaire européen au Marché intérieur**

***Bercy***

*Vendredi 7 février 2020*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



## **Bruno Le Maire**

Bonjour à tous,

Je suis très heureux d'accueillir ce soir Thierry Breton, commissaire européen et ami de longue date.

Nous avons eu un long échange de vues sur deux questions fondamentales : la souveraineté numérique européenne et la stratégie industrielle européenne. Evidemment, Thierry Breton est au cœur de ces deux défis.

Sur la souveraineté numérique, vous savez que c'est un des projets que défend le président de la République avec beaucoup de détermination et que nous voulons mettre en œuvre ici. La souveraineté numérique européenne passe par un certain nombre de projets, notamment le futur cloud européen qui doit s'articuler avec nos projets de cloud souverain en France. Nous allons donc regarder dans les prochaines semaines comment nous articulons le projet français de cloud souverain, qui avance bien et qui doit pouvoir être mis en œuvre dans les prochains mois, et le projet de cloud européen.

Les deux projets sont totalement complémentaires et doivent permettre de garantir la souveraineté nationale et européenne sur les données. Je redis à quel point la souveraineté sur les données, notamment les données industrielles mais aussi les données de santé, est absolument stratégique pour notre pays et pour le continent européen. Aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de souveraineté politique sans souveraineté sur les données. Le patrimoine industriel ou le patrimoine de données de santé sont absolument stratégiques pour une nation comme pour le continent européen.

Nous allons donc travailler main dans la main avec le commissaire européen Thierry Breton sur ce sujet. Toujours sur la souveraineté numérique, il n'y a pas de souveraineté numérique sans intelligence artificielle et je pense que Thierry Breton vous dira un mot des projets européens en matière d'intelligence artificielle. Nous soutenons totalement et sans réserve les projets de la Commission européenne sur l'intelligence artificielle qui doivent nous permettre de rester au premier rang des grands continents.

Sur la question des entreprises industrielles, de la stratégie industrielle, vous savez que la France, avec d'autres partenaires européens, en particulier l'Allemagne mais aussi la Pologne, est totalement déterminée à promouvoir une vraie stratégie industrielle européenne qui doit permettre à la fois la maîtrise des technologies et la naissance de champions industriels européens.

Nous avons écrit à la Commission européenne, à Margrethe Vestager sur ce sujet. Nous continuons à estimer qu'il faut une adaptation des règles de la concurrence européenne pour favoriser l'émergence de champions industriels européens. Nous ne souhaitons pas supprimer les règles de concurrence, au contraire, elles sont primordiales pour éviter les situations monopolistiques.



Nous pensons aussi que les règles de concurrence européennes qui ont été définies au 20ème siècle doivent être adaptées à la réalité économique et stratégique du 21ème siècle, c'est-à-dire à l'émergence d'un nouvel acteur stratégique qui est la Chine, la concentration de certaines activités par exemple dans le ferroviaire dans certains pays comme la Chine également. Donc il faut impérativement adapter des règles de la concurrence à cette nouvelle donne économique mondiale. Ce sont les propositions que nous avons faites, en particulier avec l'Allemagne et la Pologne il y a quelques jours, et nous avons eu l'occasion d'en discuter aussi avec Thierry Breton qui, chacun le sait, est très attaché à l'indépendance industrielle du continent européen et de la France.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous présenter. En tout cas, j'étais très heureux d'accueillir Thierry Breton dans cette maison que, par définition, il connaît bien et qui est un peu la sienne.

### **Thierry Breton**

Merci monsieur le Ministre, cher Bruno,

C'est vrai que ça me fait toujours très plaisir de retrouver ces murs même si évidemment en tant que commissaire européen je fais le tour des capitales européennes.

J'étais la semaine dernière à Berlin, je m'entretenais du reste avec votre homologue, Peter Altmaier, des mêmes sujets sur lesquels nous nous sommes entretenus aujourd'hui. Et puis je vais continuer à le faire évidemment pour bien m'assurer que les propositions que nous allons faire au niveau de la Commission sur tous les aspects que vient de rappeler le ministre, et je vais les reprendre un par un, sur le digital, sur la stratégie des données et l'intelligence artificielle qui est attachée, sur la souveraineté européenne en matière de technologie de données, mais de technologies aussi ; sur la définition enfin, effectivement, - vous l'avez rappelé Monsieur le ministre - , d'une véritable politique industrielle européenne.

C'est vrai que, pour l'instant, il n'y avait pas d'expression de cette nature. Ça manquait et donc on y travaille. Sur tous ces sujets je vais m'entretenir avec les ministres en charge dans les différents pays des États-membres de façon encore une fois à bien m'assurer que nous sommes en phase. Et je tiens à vous dire qu'effectivement, ça ne va pas vous surprendre, mais nous sommes complètement en phase avec le ministre sur ces questions.

D'abord sur la stratégie des données. Nous partageons évidemment avec le ministre, avec le président de la République aussi évidemment, avec la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, le fait que l'une des évolutions très importantes qui est devant nous et qui va être autant d'opportunités, c'est l'émergence d'un nombre absolument considérable de données et de données industrielles.

Nous sommes bien déterminés à faire en sorte que ces données industrielles, qui vont émerger dans les semaines, dans les mois, dans les semestres qui viennent, notamment par l'intermédiaire du développement de réseaux critiques, comme par exemple les réseaux de 5G dont on a beaucoup parlé ces derniers temps, va permettre effectivement des applications complètement nouvelles qui vont concerner la ville, la ville intelligente, l'hôpital, les réseaux de transport, les réseaux énergétiques.

Tout ça, évidemment, va mobiliser des nombres absolument considérables de données, qui seront traitées de plus en plus localement, là où elles sont produites, avec toute une architecture nouvelle qu'il faut concevoir au niveau du continent européen.



C'est donc toute cette stratégie de données sur laquelle nous travaillons aujourd'hui au niveau de la Commission qui sera présentée dans quelques semaines, avec comme l'un de ses applicatifs premiers, dont on a beaucoup parlé ces derniers temps, évidemment, qui est l'intelligence artificielle, sur lequel, là encore, nous travaillons sur un livre blanc dont on a évoqué les grandes lignes avec le ministre et qui sera proposé à consultation de façon à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer sur cet applicatif qui fait évidemment beaucoup de discussions, dans le sens positif du terme, sur ce que ça va changer dans notre vie, la façon dont on peut intervenir, les éléments aussi que toutes les applications d'intelligence artificielle contiennent par rapport à nos valeurs, et notamment à nos valeurs nationales mais aussi, bien entendu, nos valeurs européennes.

Ça, c'est le premier grand volet sur lequel nous travaillons.

Le second, c'est, - le ministre l'a rappelé -, la stratégie industrielle qui s'inscrit selon deux axes absolument fondamentaux et un troisième environnement dont je vais parler dans une seconde.

Les deux axes, d'abord, c'est le Pacte vert, le *Green new deal*, comme on dit en anglais, ce Pacte vert qui a été présenté il y a quelques semaines par la Commission et est, je crois, très soutenu et approuvé par les Etats membres, mais aussi par le Parlement, dans son ambition, une ambition tout à fait essentielle d'être zéro carbone émissions à l'horizon 2050.

C'est un projet qui va mobiliser tout un continent, tout notre continent européen pour toute une génération. On a 5 ans pour le mettre en œuvre, et puis ensuite 25 ans pour définir les grandes lignes, puis 25 ans ensuite pour le mettre en œuvre. C'est toute la refonte d'une chaîne de production, de chaînes industrielles, qu'il faut revoir à l'aune de cette ambition, qui est une ambition absolument essentielle, avec beaucoup d'investissements évidemment derrière, des innovations très nombreuses sur le stockage et la création de l'énergie, évidemment, un mix énergétique qui soutienne le continent et les besoins, et puis aussi, évidemment, toute une façon de travailler différemment mais aussi de consommer.

C'est aussi une économie circulaire, c'est aussi une économie de services. Tout cela est pris en compte dans cette très large ambition.

Le deuxième axe, celui-là, est plutôt transverse, c'est évidemment la numérisation de bout en bout, qui modifie tous les comportements de la production, de la chaîne de production, mais aussi les services, mais aussi la consommation.

C'est au regard de ces deux axes que l'on va plonger dans un troisième état de fait, qui est le changement des rapports de force assez significatif aujourd'hui au niveau mondial. C'est ce que la présidente Ursula von der Leyen appelle une commission géopolitique, c'est une Commission européenne et un continent tout entier qui doit tenir compte, évidemment, des évolutions assez rapides en termes de mutations, de changements des rapports de force. On sait que les choses évoluent assez rapidement, y compris sur les aspects commerciaux dans l'environnement qui nous entoure.

Ces trois grandes dimensions nous ont conduits à présenter une politique industrielle extrêmement ambitieuse qui manquait effectivement, vous l'avez rappelé implicitement, Monsieur le ministre, à la définition, à la revisite de la politique de concurrence.



Nous croyons fortement aux bienfaits de la concurrence. Nous sommes contre les monopoles, nous sommes contre les rentes. C'est mauvais en économie. Mais c'est vrai aussi que, quand on prend l'impact de la numérisation de bout en bout, ce marché pertinent doit pouvoir évidemment être revisité. Quand on prend les évolutions dont j'ai parlé tout à l'heure, tant sur le Pacte vert que les rapports de force, tout ceci doit être revisité. C'est l'une des ambitions qu'a exprimé à maintes reprises la présidente Ursula von der Leyen.

On y travaille avec ma collègue Margrethe Vestager, qui a reçu mission de la présidente de travailler sur ces sujets, et bien entendu, je l'assiste sur le volet industriel en ce qui concerne l'intégralité de mon portefeuille.

Voilà donc les différents éléments que nous avons évoqués. Je me réjouis, encore une fois, de voir que nous sommes extrêmement en phase et que je pense pouvoir compter sur le soutien de la France pour appuyer cette initiative, qui est une initiative qui a pour volonté et pour ambition de faire de notre continent le premier continent vert, évidemment, mais aussi le premier continent en matière de maîtrise de ces données et d'applicatifs en matière d'intelligence artificielle, et ça, c'est bien avant 2050.